

Paris, lundi 22 octobre 2012

A l'attention du Directeur des Ressources Humaines du Groupe Macif  
Monsieur Claude FIOT

Monsieur le directeur,

La négociation annuelle obligatoire vient de s'ouvrir. Notre organisation vous demande encore une fois de l'inviter à participer à toutes les réunions sociales. C'est possible si vous en avez la volonté.

Notre organisation continuera par tous les moyens à défendre les intérêts des salariés. Elle vous adresse leurs revendications et vous demande d'y répondre.

Les salariés, employés et cadres, supportent jour après jour les conséquences désastreuses d'un système économique orienté uniquement sur la performance et la rentabilité.

Ce système est pourvoyeur de détresse humaine et s'appuie notamment sur la destruction de tous les droits et acquis des salariés.

Cette année 2012 voit se mettre en place une politique de rigueur encore plus draconienne prenant pour justification la crise qui ébranle le système.

Cette crise n'est pas la conséquence du dérapage de certains, comme voudrait nous le faire croire les défenseurs bien pensant de ce système, mais elle lui est consubstantielle.

Il n'appartient pas aux salariés d'en payer les conséquences.

Le groupe MACIF, depuis plusieurs années, a entamé des restructurations en profondeur, au niveau de son mode de fonctionnement comme de sa gouvernance.

Ces modifications ont conduit l'entreprise à remettre en cause le statut social des salariés et à instaurer des accords reposant sur la rentabilité, la performance et l'individualisation, y compris dans la structure de rémunération.

Cette politique, notamment stigmatisée par le management par objectifs, a fortement dégradé les conditions de travail de tous les salariés.

Son objectif est la baisse du coût du travail. Cela se traduit par une pression quotidienne, la perte de tous repères, des consignes contradictoires qui maintiennent les salariés dans un climat d'insécurité qui est très dangereux.

Notre organisation syndicale vous alerte sur cette situation qui génère des situations extrêmes pour les salariés et vous demande d'y mettre fin.

Aujourd'hui, la pression que subissent les salariés au quotidien est rendue plus acerbée par les restructurations qui se mènent dans le cadre de la SFEREN et qui posent la question de la pérennité des emplois mais également de celle de la mutuelle.

Notre organisation syndicale revendique :

- l'abandon de la politique de management par objectifs qui dégrade le pouvoir d'achat des salariés et leurs conditions de travail,
- le maintien de tous les emplois et de toutes les activités au sein de la mutuelle, elle dénonce une volonté d'externalisation qui semble être devenue une orientation du groupe
- le maintien du temps de travail à 31h30 pour tous les salariés,
- l'embauche en CDI ainsi que la transformation des CDD en CDI afin de répondre aux sous effectifs générés par la recherche de rentabilité et de la hausse de productivité,

Notre organisation estime que tous les salariés du groupe de la MACIF devraient bénéficier d'une augmentation générale de salaire qui permette au moins de maintenir réellement leur pouvoir d'achat.

C'est pour cela que nous revendiquons une augmentation générale pour tous, employés et cadres de 5 % avec un minimum de 200 euros.

- Nous demandons, la mise en place d'un contrat de dépendance pour tous les salariés prévoyant le maintien des garanties en cas de départ de l'entreprise. Et cela quel qu'en soit le motif.

Notre section syndicale Force Ouvrière est prête à vous rencontrer pour approfondir avec vous ces revendications.

Dans l'attente de votre réponse veuillez agréer Monsieur le directeur l'expression de nos sentiments distingués.

Pour le Secrétariat National FO Macif  
Georges DE OLIVEIRA